

LA FRANCE VUE PAR LES FRANÇAIS (PART II)¹

Dans un premier article [1] nous avons présenté un historique de l'anti-américanisme en France et montré qu'actuellement ce phénomène est limité à une minorité d'environ 9-10 % de la population et qu'il a deux sources principales: l'Amérique que l'on connaît et que la plupart des gens apprécient et une Amérique qui n'existe pas et qui sert d'épouvantail. L'Amérique que l'on connaît est celle que l'on imagine au travers de sa culture populaire: cinéma, musique, McDonald's, Starbucks, Coca-Cola.... L'Amérique qui fait peur est celle du «complot anglo-saxon» qui cherche à «détruire notre culture» et a «réduire notre jeunesse à l'esclavage». La thèse de l'ennemi tout puissant, instigateur de divers complots, est utile à bien des fins, car, comme nous l'avons montré [1], elle justifie beaucoup de mesures protectionnistes et d'avantages pour diverses professions. Cette thèse sert d'excuse passe-partout pour les hommes politiques, dirigeants d'entreprises, artistes et autres pour qui tout échec ou contre-performance est le résultat d'un complot. Pour cette analyse, nous avons tenu à ne pas prendre en compte la guerre en Irak et l'attitude des Français envers le Président George W. Bush. Divers sondages ont montré que plus de 80% des Français étaient opposés à cette guerre, et le président des États-Unis suscite une vive opposition. Toutefois, certains articles insistent que l'animosité envers le président n'est pas du tout incompatible avec une amitié pour le peuple américain.

Pour comprendre l'attitude des Français vis-à-vis des États-Unis aujourd'hui, il faut aussi examiner la situation de la France et comment elle est ressentie par ses habitants. Il est difficile de dissocier les deux. Nous examinerons d'abord la situation économique qui a fait l'objet d'un débat vigoureux depuis l'automne 2003. On notera des problèmes sérieux, notamment en ce qui concerne le chômage des jeunes, tout en prenant acte des progrès accomplis depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Nous parlerons aussi de l'agriculture qui, avec la culture, est au centre de négociations difficiles avec les partenaires européens et avec les États-Unis et qui représente une source de tensions importantes. Dans le domaine de l'éducation où la France était traditionnellement en avance, des problèmes graves se posent: illettrisme, violence, communautarisme ou manque de préparation à la vie active. La situation de la langue est importante aussi car, pour beaucoup, elle définit ce que c'est qu'être français, et la situation du français dans le monde est

généralement une mesure de la place de la France dans le monde. L'analyse de ces thèmes montre que la France se trouve dans une période difficile où l'on se doit de constater un certain déclin, et dans cette situation la position dominante des États-Unis dans le monde suscite beaucoup de commentaires négatifs.

La Situation économique

Le débat sur le déclin de la France a été lancé par Baverez à la rentrée 2003 [2]. La thèse de son livre est simple: le pays vit au-dessus de ses moyens depuis vingt-cinq ans, est dirigé par des élites qui ne s'intéressent qu'à préserver leur pouvoir et sont complices d'un crime d'immobilisme qui est la cause du déclin dont on ne sortira que par une thérapie de choc pour se moderniser. Selon les statistiques [2], le Produit Intérieur Brut (PIB) de la France, qui était de 25% supérieur à celui du Royaume Uni dans les années 1970, est désormais inférieur de 9%. Le PIB par habitant, qui était passé de 50% à 80% de celui des États-Unis entre 1950 et 1990, est revenu à 65% en 2002. Selon l'office statistique européen Eurostat, la France se classerait douzième sur quinze dans le classement des PIB par habitant, ne devant plus désormais que l'Espagne, la Grèce et le Portugal dans l'Union européenne [3].

La France affiche le plus faible taux d'emploi des pays développés: 58% contre 75% aux États-Unis. Le taux de chômage (9,3%) est très élevé comparé à celui de bien d'autres pays et se maintient entre 9 et 12% depuis les années 1980. Le chômage touche particulièrement les jeunes (26%) et les personnes de plus de 55 ans. Le nombre de chômeurs, d'exclus et de personnes vivant exclusivement de transferts sociaux est estimé à 12 millions de personnes. La dette publique a doublé depuis 1995. Par contre, on travaille moins en France que dans les autres pays industrialisés. La durée du travail est de 1463 heures par an en France contre 1666 heures aux États-Unis.

Dans les discussions sur la situation économique, l'expression «les trente glorieuses» désigne la période 1944-1974 qui a «vu l'Hexagone renaître de ses ruines et progresser de façon dramatique» [4]. À l'origine, cette expression était le titre d'un livre de l'économiste Jean Fourastié [5] qui évoque la révolution française du 27, 28 et 29 juillet 1830. En sous-entendant le mot «journées», on a surnommé cet événement, ressenti comme une délivrance, les «Trois Glorieuses» [6]. Fourastié a adapté la formule afin de célébrer les années 1945-1975, marquées par une spectaculaire croissance économique. Par

contraste, les trente années qui ont suivi (1974-2004) sont qualifiées de «Trente Ignominieuses» [4] ou de «Trente Piteuses» [7], car elles représentent «trente années de déficit budgétaire sans la moindre interruption». Le déficit public en 2003 aura atteint 4,1% du PIB. La dette publique a dépassé les 1.000 milliards d'euros, soit 15.000 euros par personne [4].

Selon Marseille [8], la période 1973-2003 peut être qualifiée de Nouvelles Trente Glorieuses car, durant cette période, le pouvoir d'achat a augmenté de 50%, et les Français se sont enrichis autant sinon plus que pendant les premières Trente Glorieuses. Selon lui, il y a un mythe tenace selon lequel «la France s'enfoncé dans la pauvreté» alors qu'il y a beaucoup moins de pauvres qu'il y a trente ans. Il reconnaît que le chômage est un problème grave.

En 1996, *L'Horreur économique* [9], le livre de la romancière Viviane Forrester, s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires, a été traduit en 24 langues et a reçu le Prix Médicis. Son argument principal est que le chômage, qui est à un taux élevé depuis plus de vingt ans, n'est pas une situation temporaire résultant d'une crise qui sera vite résolue. Il serait le résultat d'une transformation fondamentale qui fait que l'emploi disparaît. Elle accuse les responsables politiques et les économistes de ne pas dire les choses telles qu'elles le sont et de prétendre que tout cela est le résultat de forces économiques contre lesquelles on ne peut rien. Elle parle de la dignité de la personne qui, suivant la tradition, dépend du fait d'avoir ou non un emploi. Les chômeurs eux-mêmes se sentent coupables alors qu'ils sont dans une situation qui n'est pas de leur faute, l'emploi ayant disparu du fait des délocalisations. Le succès de ce livre s'explique en partie du fait que l'auteur exprime ce que beaucoup de ses lecteurs ressentaient déjà et qu'elle prend le parti des vaincus de l'ultralibéralisme. Certains considèrent la succès de ce livre comme une prise de conscience et une volonté de comprendre de la part du public.

Que retenir de tout cela? Beaucoup ont accusé Baverez d'être trop pessimiste et de n'avancer que les chiffres qui soutiennent sa thèse. Le livre de Marseille [8] parle de Nouvelles Trente Glorieuses, ce qui semble contredire Baverez. En fait, Marseille utilise les mêmes statistiques que Baverez et arrive aux mêmes conclusions concernant l'évolution du PIB, le chômage, l'emploi des jeunes et d'autres thèmes communs. La différence est que Marseille présente une vision plus complète de la situation. Il démontre que

le niveau de vie des Français, malgré tout, a beaucoup augmenté depuis 1974. Si les comparaisons avec les autres pays ne sont plus favorables, ce n'est pas parce que la France s'est soudain appauvrie alors que les autres pays ont réussi à se maintenir au même niveau. En fait, les autres pays auraient progressé plus rapidement, ce qui rend les comparaisons défavorables. Le problème majeur qui reste à résoudre est celui du chômage, et cette situation est l'horreur économique dont parle Forrester. Il n'y a donc pas de divergence de vues sur une situation sérieuse qui doit être confrontée.

Pour beaucoup, les difficultés actuelles seraient dûes à «l'hégémonie américaine» et à la mondialisation qui serait un complot américain énorme avec un plan secret qui rassemblerait non seulement le gouvernement, mais aussi toutes les grandes entreprises, les médias, l'industrie cinématographique et bien d'autres. Malgré l'image souvent entretenue de la petite entreprise familiale française écrasée par les multinationales américaines, la France possède de nombreuses entreprises de la même taille et qui bénéficient pleinement de cette libéralisation des échanges qu'est la mondialisation. La plupart de ces entreprises réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'étranger. Un autre mythe est que les Français seraient opposés à la mondialisation. Plusieurs sondages montrent qu'il y a des inquiétudes concernant l'emploi et les délocalisations des unités de production, mais les résultats sont comparables à ceux des sondages effectués aux États-Unis ou dans les autres pays européens.

Agriculture

La situation de l'agriculture en France est difficile. On estime qu'entre 1988 et 2000, le nombre d'exploitations a diminué de 3,5% par an. Ainsi, la France ne comptait plus que 600.000 exploitations agricoles en 2000, dont environ 400.000 à temps complet [10]. Ceci fait suite à des changements importants sur une période beaucoup plus longue. Jacques Marseille affirme que de 1954 à 1974, le nombre d'agriculteurs a chuté de 5 à 2 millions [11]. La France est pourtant le plus gros producteur européen de céréales, de betteraves à sucre, de bovins et de volailles. Elle a aussi davantage de terre cultivable que n'importe quel autre pays de la communauté. Cependant, l'importance de l'agriculture dans l'économie du pays a décliné en France comme ailleurs. En 1958, 25% des Français travaillaient dans l'agriculture alors qu'aujourd'hui ce pourcentage est réduit à un peu plus de 3% [12]. Ceci est dû, en grande partie, à la

mécanisation qui a produit des gains de productivité très importants, ce qui conduit à produire plus avec moins d'agriculteurs sur des exploitations toujours plus grandes.

Les journaux donnent souvent l'image d'une agriculture périmée qui n'est pas en mesure de soutenir la compétition sur le marché international. En fait, dans bien des domaines, comme les céréales, le sucre et l'élevage, l'agriculture française est très productive et parfaitement en mesure de s'imposer. Par contre, les journaux parlent souvent du roquefort ou du foie gras, dont l'importation aux États-Unis a été interdite après que la France ait interdit l'importation du bœuf américain. On parle souvent de spécialités qui ne sont pas représentatives de l'agriculture en général et ne sont pas très importantes du point de vue économique. Ce qui arrive souvent est que des organisations syndicales organisent une manifestation devant un McDonald's, symbole de «l'impérialisme américain», font des déclarations fracassantes, causent des dégâts matériels, et l'incident est décrit dans tous les journaux le lendemain et commenté en détail pendant des semaines. On n'explique jamais quel lien direct il pourrait y avoir entre McDonald's et les difficultés rencontrées par les producteurs de roquefort. Généralement, on ne fournit pas non plus d'information qui permettrait au lecteur d'apprécier l'importance de ce problème ponctuel dans la situation de l'agriculture et des échanges internationaux. Le reportage en reste au niveau du fait divers mais les commentaires anti-américains sont largement re-produits dans la presse.

Cette réorganisation massive de la profession avec sa modernisation et ses gains de productivité est aussi accompagnée d'une concurrence internationale intense causée par la libéralisation des échanges et les efforts visant à éliminer les mesures protectionnistes. À une époque relativement récente le prix des céréales, du lait et d'autres produits était fixé au niveau national par l'État en consultation avec les représentants des organisations professionnelles. La conséquence était de maintenir des prix plus élevés que sur le marché international. En 1992 l'Europe a mis fin aux mécanismes de contrôle des prix, et depuis les versements d'aides publiques représentent entre 40 et 50% du revenu des agriculteurs. Le prix de vente du blé ne représente plus que 72,1% des coûts de production. Les aides, européennes et nationales, couvraient ainsi 35% des coûts de production du blé en 2001, contre 2,2 % dix ans plus tôt. Les aides à l'agriculture représentent la moitié du budget de l'Union européenne [13], et la France en est le prin-

cipal bénéficiaire avec 25%. Les négociations en cours depuis plusieurs années dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont pour but l'élimination des subventions pour l'agriculture et la libéralisation des échanges. Ces objectifs ont été opposés par les gouvernements français successifs. Cette situation de production à perte et de subventions très lourdes pour le budget de l'UE sans perspective de changement irrite souvent les partenaires européens et tend à marginaliser la France dans l'UE. Ces subventions faussent les échanges internationaux et causent des difficultés énormes pour les agriculteurs des pays du tiers monde qui demandent leur abolition. Elles sont aussi un sujet d'affrontement avec les négociateurs américains dans le cadre de l'OMC où les Français semblent refuser tout changement pour tout ce qui touche à la culture et à l'agriculture.

Pourquoi cet acharnement à défendre un tel système alors que l'agriculture pèse peu dans l'économie? Il y a, bien sûr, des engagements pris avec des électeurs qui n'hésitent pas à manifester leur mécontentement et le fait que le Président actuel a bâti sa carrière sur son soutien à l'agriculture. Au-delà des intérêts directs, il y a aussi la nostalgie d'un mode de vie qui a déjà disparu: la petite exploitation familiale dans un monde plus simple. D'une certaine façon, c'est toujours le thème de la résistance aux changements de notre époque qui revient. Les subventions à l'agriculture qui, comme on l'a vu, causent beaucoup de friction au niveau international, vont surtout aux grandes exploitations qui sont déjà compétitives alors que les petits exploitants en difficultés reçoivent très peu d'aide. De plus, l'aide accordée n'est pas destinée à aider ces exploitants à devenir compétitifs mais constitue une source de revenu sur laquelle on compte sans espoir de pouvoir jamais s'en passer. Le mythe selon lequel les Américains, qui sont partisans de la libéralisation des échanges, veulent détruire les petites exploitations françaises est faux. Les subventions profitent surtout à une agriculture industrielle qui n'a rien à voir avec l'image d'Épinal de l'agriculteur d'autrefois. Cette image est entretenue pour justifier une aide importante à une industrie qui produit à perte, car elle permet de justifier ces aides alors que bien d'autres industries ont connu des difficultés importantes sans aide comparable. Une partie du mythe est que les Américains sont derrière ce complot, mais en fait la France se retrouve isolée dans ce domaine. Les autres pays de la communauté européenne et les pays émergents sont aussi favor-

able à l'abolition de ce système.

Illettrisme

Les Français ont toujours été fiers de leur système éducatif et à juste titre. Il n'est pas rare de lire ou d'entendre des commentaires négatifs sur le système éducatif américain qui aurait beaucoup de lacunes avec pour résultat qu'une partie importante de la population serait illettrée. Ces dernières années, les Français ont pris conscience qu'ils doivent faire face aux mêmes problèmes, à commencer par l'illettrisme. Selon un rapport de l'OCDE paru en 1996, 40,1% des Français de 16 à 65 ans éprouvent de grandes difficultés à lire alors que les chiffres sont de 20,7% pour les États-Unis et de 7,5% pour la Suède [14]. Ségolène Royal a été la première à utiliser le mot «illettrisme» lorsqu'elle était ministre déléguée à l'Enseignement scolaire en 1999. Trois ans plus tard, le nouveau Ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry, n'hésite pas à viser les 6-10 ans avec son plan de lutte contre l'illettrisme [15]. Cet effort fait toujours partie des priorités du gouvernement.

Il convient d'abord de faire la distinction entre les analphabètes et les illettrés. «Un analphabète est une personne qui n'a jamais eu d'enseignement de la langue. Alors que l'illettrisme, c'est ne maîtriser ni la lecture ni l'écriture ou le calcul tout en ayant suivi un enseignement scolaire; un apprentissage non assumé» [16]. L'analphabétisme est estimé à 1% de la population [17]. L'INSEE considère que 2,3 millions de personnes en France sont atteintes, à des titres divers, par au moins une des manifestations de l'illettrisme. [17].

Le ministère de l'Éducation nationale évalue à 15% les élèves de sixième ne possédant pas le niveau nécessaire en français ou en mathématiques. À 11 ans 30% des élèves ont des difficultés de compréhension d'un texte, 39% ne maîtrisent pas les outils de la langue, 38% ont du mal à écrire [18]. L'Éducation nationale n'atteint donc pas son premier objectif, «apprendre à tous les enfants à lire, à écrire, à compter et à comprendre un écrit présentant 'un exposé simple de faits en rapport avec la vie quotidienne' » [19]. Cette situation est grave, car la réussite scolaire au plus jeune âge conditionne le succès au secondaire et dans l'enseignement supérieur. Une étude [20] montre que près de 80% des élèves de classes préparatoires aux grandes écoles étaient dans le quartile supérieur à l'évaluation en classe de 6^{ème}. On note aussi «une corrélation très forte entre les résultats à l'évaluation 6^{ème} et les résultats à l'évaluation en CE2» [20]. Donc pour beaucoup, l'école primaire est à l'origine de l'échec scolaire. Xavier Darcos [21]

estime que tout se joue au niveau du CP/CE1 et «qu'un élève qui redouble son CP n'a aucune chance de réussir au bac». C'est pourquoi la lecture est aujourd'hui l'un des «chantiers prioritaires» définis par le Président de la République.

L'illettrisme est un des problèmes sérieux dans le domaine de l'éducation. On pourrait y ajouter plusieurs autres problèmes—la violence à l'école, le racisme et le communautarisme, les inégalités scolaires. Le communautarisme marque l'échec de l'intégration d'une large population issue de l'immigration. Traditionnellement l'école a joué un rôle important dans l'assimilation de ces populations dans la société. Par inégalités scolaires, on désigne à la fois des différences au niveau de l'attribution des moyens aux différents établissements mais aussi les différences socio-économiques des familles. Tous ces problèmes ont longtemps fait partie de l'image du système américain.

La langue française

L'avenir de la langue donne bien du souci car le français est considéré comme l'un des éléments forts de l'identité nationale [22]. Les inquiétudes portent d'une part sur l'usage du français à l'intérieur du pays et d'autre part, sur la place de cette langue dans le monde. Pour ce qui est de l'usage interne, les inquiétudes sont de trois types: (1) le nombre de mots anglais utilisés de plus en plus couramment; (2) le niveau du français parlé en France; et (3) l'utilisation de l'anglais dans certaines grandes entreprises. Certains estiment qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer des taux d'emprunt car les langues vivent d'emprunt alors que d'autres trouvent la situation catastrophique. Maurice Druon s'inquiète de la qualité du français en France et parle de non-assistance à langue en danger. Selon lui, «nous sommes descendus, dans l'oral comme dans l'écrit, de plusieurs niveaux de langage. Vocabulaire et syntaxe se sont dégradés, désastreusement, ignoblement» [23]. De grandes entreprises comme Alcatel, Vivendi, Renault, Airbus, et BNP-Paribas, utilisent l'anglais dans leurs réunions de comités de direction et la rédaction de rapports, notes de service, documents techniques et offres d'emploi [24].

La place du français dans le monde peut se mesurer de plusieurs façons: le nombre de francophones, le nombre de pays où le français est la langue officielle, le nombre d'institutions internationales où le français est l'une des langues officielles. La place du français dans le monde varie largement suivant le critère utilisé. Le français est, avec l'anglais, la seule langue qui soit enseignée sur tous les continents. Il est

encore la langue officielle de 29 pays, ce qui le maintient au rang de deuxième langue parlée dans le monde derrière l'anglais [25]. En 2002, le nombre de locuteurs francophones est estimé à 160 millions. Le français a longtemps été la langue de la diplomatie. En 1905, le traité de paix russo-japonais a été rédigé en français. L'abandon de cette tradition universelle est malheureusement le fait de Georges Clemenceau qui a voulu, pour rendre hommage aux alliés britanniques et américains, que le Traité de Versailles soit rédigé en français et en anglais. Ce premier abandon est considéré comme étant à l'origine de beaucoup d'autres [26]. Au cours de l'année 2000, 55% des documents de la Commission européenne ont fait l'objet d'une rédaction initiale en anglais, contre 33% seulement en français. Le nombre de délégations s'exprimant en français à l'assemblée générale des Nations Unies est passé de 31 en 1992 à 21 en 2000 [25]. Ceci alors que le français est une langue officielle de l'UE et de l'ONU au même titre que l'anglais.

La situation du français dans le monde affiche un déclin certain, il faut bien le reconnaître. Il semble que des efforts purement protectionnistes cherchant à faire respecter certains engagements sur les langues de travail au sein de l'Union Européenne ou aux Nations Unies ne soient pas une solution à long terme. Le dynamisme des entreprises françaises dans les échanges internationaux semble être un moyen plus efficace à condition que ces échanges se fassent en français. L'accueil d'un nombre plus important d'étudiants étrangers a été aussi proposé comme une solution à long terme. Bien que l'on s'accorde à définir le problème, la recherche de solutions et leur mise en place se font attendre.

Sabir américain

Il est étonnant de voir des écrivains, des spécialistes de langues et des personnalités connues affirmer avec la plus grande assurance que la langue parlée aux États-Unis n'est pas l'anglais. Plusieurs membres de l'Académie française en sont convaincus: Jean-François Deniau parle de sabir anglo-saxon; Bertrand Poirot Delpech de sabir américain; Jean Dutourd parle de sabir américanoïde et de sabir atlantique. Bernard Cassen [24] dit que «C'est un sabir, une langue en soi dont le véritable anglais est victime». Jack Lang parle lui aussi de sabir anglo-américain et de rejeter une «McDonaldisation» linguistique [27]. Selon Yves Berger [27], l'ennemi c'est l'«anglo-américain». Selon Decaux, ce «langage si pratique que l'on utilise déjà partout dans le monde est de moins en moins de l'anglais. C'est une langue nouvelle, née de l'anglo-américain, dont les

racines sont anglaises, mais qui foisonne de néologismes, d'approximations, de déformations. Ce n'est plus une langue de culture.... Nos petits-enfants devront parler l'anglo-américain, devenu l'esperanto de notre siècle, car leur réussite éventuelle en dépend. Mais il leur faudra, s'ils veulent connaître Shakespeare, Wilde ou Joyce, revenir à la langue anglaise dans ce qu'elle recèle de richesse, de beauté et de dons créatifs. Chacun, en Europe, devra défendre sa langue, y compris les Britanniques» [28].

L'opinion selon laquelle le français est trahi par les siens est largement partagée. Selon Dutourd: «Préférer le sabir au français est la forme actuelle de la trahison... Baragouiner l'américain ou ce que l'on prend pour tel, c'est quasiment capituler en rase campagne, désert, passer à l'ennemi. C'est aspirer à la condition de colonisés. Nous voilà devenus les nègres du Nouveau Monde» [29]. Bernard Cassen râle contre cette inflation de la langue du dollar: «C'est typiquement le principe de la servitude volontaire décrit par La Boétie: les 'élites' de la communication et de l'industrie parlent la langue de celui qu'elles perçoivent comme patron» [28].

Les Américains seront sûrement choqués d'apprendre qu'ils ne parlent pas anglais mais un sabir qui n'a rien à voir avec la «langue de culture» que l'on parle à Oxford ou à Cambridge. Certains de ces arguments reprennent ce qui se disait il y a plus de 200 ans: l'Amérique n'a pas de culture bien qu'il soit difficile de contester qu'à l'heure actuelle, l'Amérique a une position dominante en sciences, littérature, cinéma, musique et dans les arts. Les arguments selon lesquels l'Amérique veut «nous» coloniser, «nous allons devenir les Nègres du Nouveau Monde» ou «nous allons être traités comme l'ont été les Peaux Rouges», n'est pas sans évoquer le fait que la France a été une grande puissance coloniale qui par sa puissance militaire et économique a imposé sa langue à d'autres peuples à travers le monde. Il suffit de consulter la liste des pays où le français est la langue officielle (voir site de l'Académie française [www.academie-francaise.fr/langue/index.html]) pour se rendre compte que dans un passé relativement récent la plupart de ces pays étaient des colonies françaises.

Il faut aussi remarquer que la théorie du «sabir américain» qui est «baragouiné» dans le monde entier est généralement opposé à la Francophonie. D'un côté, les Américains parlent quelque sorte de dialecte très inférieur à l'anglais «de la reine» et les ressortissants des pays non anglophones qui parlent une version très limitée et approximative de ce dialecte. D'un autre côté, on nous assure que le français

est parlé sur tous les continents et il n'est jamais question de différences de niveau, d'accents ou autres. Est-il possible que tous les francophones parlent un français parfait alors qu'en dehors de l'Angleterre personne ne puisse s'exprimer dans un anglais correct? Il est dommage de voir des auteurs renommés et des académiciens utiliser de tels arguments. Bien évidemment, ces opinions n'engagent que leurs auteurs et ne prouvent rien mais elles ont tout de même un effet sur l'opinion publique. Quand un «homme de lettres» reconnu émet de telles opinions, certains seront portés à le croire surtout s'ils n'ont pas d'expérience personnelle sur laquelle se baser.

Si le français était la langue de la diplomatie avant la première guerre mondiale, c'est sûrement parce qu'à cette époque la France était l'une des nations les plus peuplées, les plus riches et les plus fortes militairement. L'usage de la langue reflétait une réalité qui a changé depuis. On affirme souvent que le français est une langue de culture, ce qui ne devrait pas signifier que d'autres langues sont parlées par des gens sans culture mais plutôt que Paris était un centre culturel important pour la littérature, la philosophie, la peinture et les arts en général. Donc la connaissance du français était nécessaire pour apprécier ce qu'il y avait de nouveau dans le monde. Même en mathématiques, la réputation de la France était telle que jusqu'à récemment, aux États-Unis, les candidats au doctorat devaient apprendre le français pour pouvoir lire les publications des chercheurs français. De nos jours, ce n'est plus nécessaire car, même dans les *Comptes Rendus de l'Académie de Sciences* ou les *Annales Scientifiques de l'École Normale Supérieure*, la plupart des articles sont écrits en anglais. L'usage du français est le reflet de la position de la France dans le monde du point de vue économique, militaire et culturel. Il était au maximum quand la France était dans une position dominante, et il s'amenuise aujourd'hui. Défendre l'application d'accords sur l'utilisation du français dans les organisations internationales sans tenir compte de l'évolution de la situation depuis que ces accords ont été conclus semble futile à long terme. L'idéal serait que la France regagne la place qui a été la sienne, et le statut de la langue suivra.

Conclusion

Cet article montre que la position de la France dans le monde n'est plus ce qu'elle a été dans bien des domaines. Du point de vue économique, même si l'on ne peut pas parler d'appauvrissement, les chiffres montrent que par rapport à bien d'autres pays, la France progresse moins vite et se

classe maintenant douzième au sein de l'Union européenne. Dans le domaine de l'éducation des problèmes graves comme celui de l'illettrisme se posent aujourd'hui alors que l'on croyait ce problème résolu depuis au moins un siècle. Des changements importants interviennent dans les modes de vie, et les changements en cours dans l'agriculture en sont un exemple. En cherchant à préserver un mode de vie qui a déjà disparu et à préserver des avantages financiers importants ou la place du français dans les organisations internationales, par exemple, la France engendre l'opposition de ses partenaires.

Les exemples présentés ici montrent que dans bien des domaines, les Français reconnaissent que la situation du pays est en déclin. Le débat est de savoir quelle est l'ampleur du problème, quelles sont les solutions et qui est responsable. Bien souvent la thèse du complot américain, de l'ennemi puissant responsable de tous les maux, est utilisée. La situation inspire beaucoup de déclarations anti-américaines, c'est-à-dire non pas des critiques raisonnées de certaines actions ou décisions mais des déclarations qui vont au-delà du raisonnable. Il est assez facile de faire la distinction entre une critique raisonnable et une déclaration franchement anti-américaine. Il est bien plus difficile d'établir pourquoi ces déclarations sont faites. Par exemple, pourquoi aller manifester devant le McDonald's du coin contre une décision prise à Washington sur quelque chose qui n'a rien à voir avec cette chaîne de restaurants? Pour certains les raisons ne sont peut être pas très claires, mais il faut bien faire quelque chose, McDo est américain, et il n'est pas très loin. Pour d'autres, il s'agit d'un symbole dans une lutte contre la mondialisation, un terme qui regroupe tous les changements que l'on rejette. De même, il est pratiquement impossible de déterminer si quelqu'un est anti-américain, car il faudrait pouvoir discerner quelles sont ses vraies intentions. Un homme d'État peut s'opposer point par point à son homologue américain et être vu comme défendant les intérêts de son pays. En même temps, il peut affirmer que dans son esprit il fait une complète distinction entre son opposition à la politique du gouvernement des États-Unis et son amitié pour le peuple américain. La même approche peut être suivie par un représentant syndical ou un cinéaste qui défend les intérêts de sa profession. Dans l'ensemble, il faut toujours se rappeler que l'anti-américanisme n'est pas aussi répandu qu'on ne pourrait le penser à la lecture des journaux et qu'avec le temps, le public fait la part de choses malgré ce que peuvent dire certains intellectuels.

Serge Abrate
Southern Illinois University
[abrate@engr.siu.edu]

Références

1. Abrate, Serge. «Comment les États-Unis sont perçues par les Français». *AATF National Bulletin*, Vol. 30, No. 2 (November 2004), pp. 27-33.
2. Bavarez, Nicolas. *La France qui tombe*. Paris: Ed. Perrin, 2003.
3. «Revenu par tête: la France douzième en Europe». *Le Figaro*, 4 décembre 2003.
4. Jeambar, Denis. «Les Trente Ignominieuses». *L'Express*, 8 mars 2004.
5. Fourastié, Jean. *Les Trente Glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*. Paris: Fayard, 1979.
6. Colignon, Jean-Pierre. «Les Trente Glorieuses». *Le Monde*, 24 mai 2004.
7. Bavarez, Nicolas. *Les Trente Piteuses*. Paris: Flammarion, 1997.
8. Marseille, Jacques. *La Guerre des deux France: celle qui avance et celle qui freine*. Paris: Plon, 2004.
9. Forrester, Viviane. *The Economic Horror*. London: Blackwell, 1999.
10. «Agriculture, l'exploitation familiale menacé». *L'Humanité*, 14 juillet 2004.
11. Lacroix, Alexis, et Marie-Laure Germon. «Jacques Marseille: 'Les 35 heures, une loi pour une France imaginaire'». *Le Figaro*, 2 août 2004.
12. «Nostalgie de la boue: France and farming». *The Economist*, 29 May 2004.
13. «L'Événement-La France à la recherche d'un nouveau modèle agricole». *Nouvel Économiste*, 12 mars 2004.
14. «Les Chiffres inquiétants de l'illettrisme». *L'Express*, 19 décembre 1996.
15. Chartier, Claire. «Les Chiffres inquiétants de l'illettrisme. Un abus de langage?» *L'Express*, 6 novembre 2003.
16. «Ni un fléau ni une maladie». *Sud-Ouest*, 10 septembre 2002.
17. «L'Illettrisme, 'ce vice caché'». *Sud-Ouest*, 23 janvier 1997.
18. Biais, Jean-Marc, et Delphine Saubaber. «Comment on apprend». *L'Express*, 30 août 2004.
19. Attali, Jacques. «La Chronique de Jacques Attali; en France, en français». *L'Express*, 1 mars 2004.
20. Cadix, Alain. «L'École de la République et l'égalité des chances». *Le Figaro*, 16 septembre 2003.
21. Magueu, Catherine. «Un Débat de plus sur l'école direz-vous, un débat pour 'noyer le poisson,' calmer la tempête du printemps dans le monde enseignant? Il n'en est rien, a expliqué hier le ministre délégué à l'Enseignement scolaire Xavier Darcos». *Le Télégramme*, 5 novembre 2003.
22. Carrère D'Encausse, Hélène. «L'Identité française n'est pas une donnée immanente!» *Le Figaro*, 8 juin 2004.
23. Saint Hilaire, Hervé de. «Claude Hagège. D'après ce linguiste de réputation internationale, seule la moitié des 5 000 langues répertoriées dans le monde subsistera dans un siècle; 'la langue française progresse comme jamais'». *Le Figaro*, 19 juillet 2002.
24. Darfay, Catherine. «Do you speak dollar?» *Sud-Ouest Dimanche*, 11 mars 2001.
25. Lapaque, Sébastien. «Langue française: les raisons d'espérer». *Le Figaro*, 17 octobre 2002.
26. Lang, Jack. «L'Europe risque d'être soumise à la fêrle sclérosante de la langue unique». *Le Temps*, 7 juillet 1998.
27. Berger, Yves. «Le Français va-t-il mourir?» *Le Figaro*, 14 octobre 1999.
28. Decaux, Alain. «La Survie du français, cause nationale». *Le Monde*, 17 octobre 2001.
29. Dutourd, Jean. «Best». *Le Figaro*, 15 mai 1998.

¹Part I of this article appeared in the November 2004 issue of the *National Bulletin*.